



Par elles-mêmes ou par leurs diaconats, parfois seules mais souvent en réseau avec d'autres associations, de manière inédite ou dans le cadre de partenariats anciens par exemple avec La Cimade, bon nombre de paroisses et Eglises locales, soutenues par la Fédération de l'Entraide protestante, se sont concrètement engagées, depuis des mois, dans l'accueil de migrants en particulier venus du Proche-Orient.

Logement, accompagnement dans les démarches, apprentissage du français, tout simplement organisation de moments conviviaux : les initiatives ne manquent pas.

Des Eglises-sœurs européennes, en Italie ou en Allemagne par exemple, sont aussi très vigilantes et actives, chacune en fonction de sa situation et de ses moyens.

C'est à la lumière de ces engagements concrets que le Conseil national a évoqué la très préoccupante actualité politique et humanitaire, européenne et française, relative aux migrants, réfugiés, demandeurs d'asile.

En tant qu'Eglise, faut-il aller plus loin ? Et comment ? Le Synode national sera invité à en débattre.

Laurent Schlumberger

– Voir document au verso –

● Le Fonds Témoignage et développement a été créé par le Synode national d'Avignon, en 2014. Abondé par des dotations nationales, mais aussi régionales et pourquoi pas locales, il a pour but de « favoriser les initiatives locales, régionales et nationales de témoignages et d'évangélisation » et agit en cofinancement. Après un premier projet à Fives (Lille), le Conseil national a validé un second dossier : le **projet « Littoral » en Région Cévennes-Languedoc-Roussillon**.

En lien avec les Eglises locales environnantes mais sous la responsabilité directe du Conseil régional, ce projet vise à renforcer la présence de l'Eglise autour de La Grande Motte, entre Aigues-Mortes et Carnon, toute l'année et en particulier pendant l'été. « Une vie d'Eglise et de communauté peut se vivre autrement dans ce lieu », disent les promoteurs de cette initiative. Projet d'annonce et de témoignage, il s'adresse avant tout à des personnes extérieures ou éloignées de l'Eglise.

● Le Conseil national a accueilli le pasteur Jean-Christophe Muller, modérateur élu du **prochain Synode national**, qui se réunira à Nancy du 5 au 8 mai. Avec lui, il a consacré plusieurs séances à la préparation de cette session, qui sera la dernière de la période quadriennale en cours. Il en a peaufiné l'organisation, et adopté les rapports, documents et projets de décisions qui seront soumis au Synode.

Le Conseil a également reçu la pasteure Agnès von Kirchbach, co-rapporteuse sur la traduction du Notre-Père, et le pasteur Christian Baccuet, co-rapporteur à propos des liturgies relatives aux ministères.

● Le Conseil national a pris acte avec regret du retrait, décidé le 6 mars, de l'Association culturelle de l'Eglise réformée évangélique de **Saint-Laurent-du-Pape** (région Centre-Alpes-Rhône), de l'Union nationale.

● Il a fait un bilan de l'assemblée générale de la **Fédération protestante de France** et du travail en cours à propos du « lien fédératif » au sein de la FPF.

● Sur le plan des **relations internationales**, il a partagé des informations à propos d'une récente visite à l'Eglise protestante en Rhénanie (EKiR) avec laquelle notre Eglise poursuit un partenariat depuis de nombreuses années (danslespasdunautre.blogspot.fr), et de l'accueil d'une délégation de la NMS (Norwegian Missionary Society), avec laquelle le partenariat est plus récent et en développement. Il a également reçu des échos de la récente assemblée générale du Defap ([www.defap.fr/activites-france/ag-du-defap-bien-au-dela-des-comptes](http://www.defap.fr/activites-france/ag-du-defap-bien-au-dela-des-comptes)).

● Le Conseil national a donné suite aux avis et propositions de la **Commission des finances** : campagne pluriannuelle « Choisir de donner » (la deuxième édition aura lieu dans les semaines qui viennent), assurances, accessibilité des Etablissements recevant du public, sécurité des presbytères, etc.

● Il a débattu de la **formation initiale des ministres**, en particulier dans la perspective des recrutements à venir dans le département de Théologie pratique de l'IPT.

● « **Affichons nos thèses !** » Le Conseil a évoqué les outils à proposer pour accompagner les initiatives locales et régionales pendant l'année 2017.

Il a donné une réponse positive à l'invitation de l'Eglise de Lille d'accueillir le **Synode national 2017**.

● Il a bien sûr suivi la poursuite de la préparation du Grand KIFF et de l'Alter KIFF. Les inscriptions sont ouvertes !

[www.eglise-protestante-unie.fr/fiche/je-m-inscris-au-grand-kiff-de-saint-malo-7964](http://www.eglise-protestante-unie.fr/fiche/je-m-inscris-au-grand-kiff-de-saint-malo-7964)

Après chaque session du conseil national, ces brefs « échos » sont envoyés notamment aux présidents de conseil régional et inspecteurs ecclésiastiques, pour qu'ils les retransmettent aux présidents de conseil presbytéral, aux délégués au synode régional, aux présidents de conseil de consistoire et aux ministres. Ces « échos » n'ont pas valeur de compte rendu, mais entendent permettre à celles et ceux qui le souhaitent d'avoir un aperçu du travail du conseil national. Ils peuvent être diffusés dans l'Eglise.

## « Migrants : la générosité rejoint le réalisme. »

*Lettre du président du Conseil national de l'Eglise protestante unie de France  
à M. Jean-Marc Ayrault, Ministre des affaires étrangères et du développement international. 29 février 2016*

Monsieur le Ministre.

(...)

Parmi les dossiers si complexes auxquels vous devez faire face, avec l'ensemble du gouvernement, figure celui des migrants qui fuient l'épouvantable situation qu'ils connaissent au Proche et au Moyen-Orient, en Syrie tout particulièrement, pour chercher refuge dans l'Union européenne et dans notre pays.

Je voudrais plaider ici, y compris sur un plan personnel, pour une politique généreuse d'accueil de ces personnes, de ces familles. Cela n'a pas été le cas jusqu'ici, et la politique de la France sur ce point paraît étroite et craintive. Or, dans ce domaine, la générosité rejoint le réalisme. Tout le montre.

Il s'agit d'abord du rayonnement de la France dans le monde. Désormais, avec le Président de la République, vous êtes le premier responsable politique à en porter le souci. Or, vous le savez, l'image de la France est de plus en plus ternie. La nation des Droits de l'Homme, de l'accueil, de la convivialité, est toujours plus vue comme une nation inhospitalière, frileuse, tournant sans oser le dire le dos aux ambitions que lui indiquent ses principes fondateurs.

Le respect de la dignité et de la fraternité humaines commande une telle politique. Des milliers d'hommes, de femmes, de vieillards, d'enfants, gisent déjà au fond de la Méditerranée. Avec le retour du printemps, les tentatives de traverser sur des embarcations de fortune – du moins qui font la fortune de certains – vont se multiplier, accroissant le nombre de ces insupportables tragédies. Les politiques de fermeture des frontières sur les routes de l'exil vont engendrer plus de souffrances.

Le respect des engagements de la France en matière de droits nous oblige. La plupart de ces personnes et familles qui fuient la Syrie, l'Irak et d'autres pays encore, ont besoin d'une protection que la France devrait pouvoir accorder plus largement et plus généreusement.

Les guerres au Proche et au Moyen-Orient ne vont pas s'arrêter avant longtemps. Des commentateurs dignes de foi parlent de nouvelle Guerre de Trente ans. Les implications régionales et mondiales, et les réalités en jeu, font qu'il est illusoire d'espérer une fin de conflit proche, avec un retour de soi-même à une situation à peu près normale, y compris sur le plan des migrations. Il faut donc mettre en place une politique durable, car les réfugiés vont continuer d'affluer.

Sur le plan économique, les études le montrent, l'arrivée de migrants est un atout. Elle est source de croissance et de richesse pour la collectivité nationale. Lorsqu'il s'agit de réfugiés, les avantages sont plus nets encore dans la mesure où ces personnes sont souvent porteuses de savoirs et d'esprit d'entreprise, dont elles font bénéficier leur pays d'accueil.

Accueillir des réfugiés, les peuples européens sont prêts à le faire ensemble, beaucoup plus que leurs dirigeants. En Europe, y compris en France, trop de responsables politiques sont à tort paralysés par les postures populistes. Or, l'enquête publiée en décembre dernier par la Fondation Bertelsmann montre que 79 % – c'est énorme ! – des citoyens de l'Union européenne sont favorables à une réelle solidarité, pourvu qu'elle soit équitablement organisée. Du reste, accueillir un million, voire deux, n'a vraiment rien d'insurmontable dans un ensemble de plus de cinq cents millions d'habitants (deux millions de migrants représenteraient 0,4 % de la population totale). A l'inverse, poursuivre dans la voie des égoïsmes nationaux fait courir le risque d'une fracture fondamentale au sein de l'Europe, comme vient de le déclarer M. Donal Tusk, président du Conseil européen.

Sur le plan politique, de très nombreux français de presque tous les bords attendent, parfois espèrent, qu'un gouvernement raisonnable et résolu fasse appel à leur générosité et à leur raison, en osant affronter de face les faux arguments de l'extrême-droite. Proposer une politique à la fois généreuse et réaliste, puisque les deux se rejoignent, aurait un impact de libération de la parole et des initiatives positives, un effet d'entraînement potentiellement extraordinaire.

Vous êtes, Monsieur Ayrault, je le crois, l'homme qui peut s'engager, engager le gouvernement et le pays dans cette voie, avec l'appui du Président de la République dont vous êtes proche. Vous avez la liberté et l'autorité personnelles pour cela. L'espace politique est disponible, au sein même de la majorité, et au-delà, pour faire résonner ces convictions. Vos liens étroits, tant politiques que personnels, avec l'Allemagne font de vous le responsable le mieux placé pour reconstituer, sur ce dossier comme sur tant d'autres, cette complémentarité de l'Allemagne et de la France sans laquelle l'Europe s'enlise.

(...)